

Logiques locales, agendas nationaux et manœuvres régionales : déconstruire le conflit du M23 en République démocratique du Congo

Amélie Faltot | 16 septembre 2026 | ARTICLES | 

« Kinshasa est occupé à consolider son pouvoir factice, Kigali veut nourrir et loger son peuple. Finalement, c'est un développement régional équitable qui devient impossible à envisager. Ni l'accord de Doha, ni le commerce de Trump ne vont sauver le Kivu. »

C'est en ces termes qu'un habitant de Goma, ville du Nord-Kivu en République démocratique du Congo (RDC), résume la situation politique et sécuritaire à laquelle il est confronté depuis la prise de contrôle de sa ville par l'Alliance fleuve Congo/Mouvement du 23 mars (AFC/M23), mouvement rebelle soutenu par le Rwanda. Depuis son alliance avec le mouvement politico-militaire AFC en 2024, il se présente sous l'acronyme AFC/M23, que l'article utilise pour désigner la séquence actuelle tout en conservant « M23 » pour rappeler la généalogie du groupe. Son propos articule une critique à la fois du pouvoir congolais et du Rwanda, tout en dénonçant l'incapacité des accords internationaux à apporter une réponse satisfaisante à la crise.

En effet, le 15 novembre 2025, le gouvernement congolais et l'AFC/M23 ont signé à Doha un accord-cadre encore largement inabouti. Puis, le 4 décembre 2025, Félix Tshisekedi et Paul Kagame, présidents de la RDC et du Rwanda, ont signé à Washington, sous l'égide de Donald Trump, les « Washington Accords », qui reprennent l'accord de paix RDC-Rwanda de juin 2025 (retrait des troupes rwandaises, fin du soutien congolais aux Forces démocratiques de libération du Rwanda – FDLR) et l'associent à un cadre d'intégration économique régionale ainsi qu'à des accords bilatéraux garantissant aux États-Unis l'accès aux minerais critiques (cobalt, cuivre, lithium, tantale) de la RDC et du Rwanda. Le dispositif diplomatique de résolution du conflit apparaît ainsi comme un mécanisme de marginalisation des intérêts locaux des Kivutiens, au profit, d'une part, des intérêts de Kinshasa et de Kigali, et, d'autre part, d'une logique extractiviste portée par Washington. En outre, cette parole met en lumière un décalage essentiel entre les échelles locale et internationale dans la compréhension du conflit dans l'Est de la RDC. En effet, les analyses internationales tendent à se focaliser presque exclusivement sur les efforts de médiation diplomatique comme piste de sortie de crise dans la région. Pourtant, la guerre est comprise localement comme résistant aux cadres explicatifs mobilisés dans les arènes diplomatiques.

En effet, depuis le début de l'année 2025, une partie importante des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, situées dans l'Est de la RDC, traverse une nouvelle séquence de violences et de tensions aiguës avec le Rwanda. Soutenu activement par Kigali, l'AFC/M23 s'est emparé de Goma le 27 janvier 2025, avant de prendre le contrôle de Bukavu le 14 février 2025. Cette double chute de capitales provinciales, **sans précédent à cette échelle depuis plus d'une décennie**, a provoqué un choc politique et sécuritaire

majeur, tant au niveau national que régional. Elle a également entraîné une relance rapide des tentatives de médiation internationale, présentées comme l'horizon privilégié de sortie de crise.

Dans ce contexte, une question centrale s'impose : comment analyser la crise actuelle autrement que par les grilles explicatives désormais routinières mobilisées par les discours diplomatiques et les médiations internationales et dépasser les discours relatifs à l'épuisement des initiatives diplomatiques ? Les grilles de lecture dominantes privilégient en effet des cadres d'analyse qui tendent à simplifier les configurations régionales et à invisibiliser la complexité des acteurs impliqués, ainsi que la profondeur des dynamiques sociales, politiques et économiques locales.

Cet article discute trois lectures dominantes de la crise actuelle. La première, interétatique et diplomatique, réduit le conflit à un différend entre la RDC et le Rwanda, soluble par des accords entre chefs d'État. La seconde, sécuritaire, l'explique par la seule présence de groupes armés identifiables (AFC/M23, FDLR, ADF – Forces démocratiques alliées) à neutraliser militairement. La troisième, portée par une partie des milieux diplomatiques occidentaux, impute la persistance de la crise à l'incompétence ou à la défaillance de l'État congolais. Ces trois grilles occultent les logiques locales, les agendas régionaux superposés et la dimension structurellement économique du conflit, cette dernière n'étant pas ignorée par les analyses existantes, mais rarement articulée aux dynamiques politiques et sociales de terrain que cet article documente.

L'hypothèse centrale défendue ici est que la situation dans les Kivus relève d'un enchevêtrement de crises et d'acteurs situés à des échelles différentes – locale, nationale et régionale – mais constamment imbriquées. Dans cette perspective, les accords de paix et les efforts de médiation apparaissent structurellement insuffisants pour saisir la logique profonde du conflit et ses effets durables. De la même manière, les lectures strictement sécuritaires, centrées sur les groupes armés et les enjeux militaires, peinent à rendre compte des dynamiques politiques et sociales qui alimentent la violence. L'objectif de cet article est ainsi de proposer des clés de lecture afin de saisir les angles morts du conflit.

L'enquête repose principalement sur des entretiens semi-directifs et des observations de terrain menés auprès d'habitants, d'acteurs administratifs et politiques locaux, de membres d'organisations non gouvernementales (ONG) et de personnels humanitaires dans les villes de Kinshasa, Goma et Beni entre juin 2024 et décembre 2025. L'analyse s'inscrit dans une démarche de sociologie politique attentive aux perceptions ordinaires de la violence et à la manière dont les enquêtés nomment, hiérarchisent ou, au contraire, banalisent les situations de conflit. Elle cherche en particulier à saisir les décalages entre ces expériences vécues et les catégories mobilisées dans les récits diplomatiques et médiatiques dominants, qui tendent à réduire le conflit à un problème de « stabilisation », « d'État failli » ou de « sécurité régionale ».

La RDC au cœur d'un enchevêtrement régional : extractivisme, diplomatie et contrôle territorial

Alors que la [majorité des analyses se concentrent](#) aujourd'hui sur les résultats des médiations internationales pour la paix, cette focalisation tend à occulter les motivations profondes de l'engagement des États de la région des Grands Lacs en RDC. La situation sécuritaire liée à l'AFC/M23 s'explique, à l'échelle régionale, par l'implication [directe du Rwanda et, dans une moindre mesure, de l'Ouganda dans le conflit](#). Celle-ci relève moins de différends strictement interétatiques que d'enjeux économiques structurels. Si l'AFC/M23 occupe une place centrale dans la séquence actuelle, le conflit s'inscrit dans un paysage beaucoup plus fragmenté, où coexistent plusieurs centaines de groupes armés dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri. Des groupes armés dits rebelles du fait de leur origine de pays voisins, des milices d'autodéfense locales ou encore des acteurs associés au secteur de la sécurité participent à la production d'une violence qui ne se laisse pas réduire à un face-à-face binaire entre Kigali et Kinshasa.

Ainsi, dans le cas du Rwanda, la lutte contre les génocidaires hutus réfugiés en RDC sous les traits du groupe armé des FDLR depuis 1994 et les violences ethniques visant des Tutsis sont présentées par les autorités rwandaises comme des arguments centraux permettant de justifier le soutien du Rwanda au M23 et l'envoi de militaires sur le sol congolais. Le Rwanda va jusqu'à présenter devant l'Organisation des Nations unies (ONU) le groupe des FDLR comme des « [alliés stratégiques de Kinshasa](#) ». En outre, le Rwanda met en œuvre un discours sur la probabilité d'un regain de violence à l'égard des populations tutsis installées dans les Kivus, en guise de [justification de ses opérations et du maintien de son influence en RDC](#). Force est de constater que les travaux universitaires consacrés à la politique étrangère du Rwanda et à sa stratégie militaire sont rares. En outre, [la difficile conduite de recherches journalistiques et universitaires](#) au sein du pays sur ces thématiques ne permet pas de disposer aujourd'hui de travaux approfondis sur ces sujets. Ainsi, les arguments les plus relayés et audibles sur le sujet sont souvent constitués principalement d'éléments de langage du gouvernement rwandais et ne dévient que très peu des narratifs officiels.

Toutefois, il est possible d'interroger ces sujets à travers une attention particulière portée aux opérations menées par le [Rwanda en Afrique](#) et aux contreparties qu'il en tire dans le cadre de ses opérations dans la sous-région, tant en Centrafrique qu'au [Mozambique](#). Le Rwanda intervient à la fois au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA) et sous format bilatéral au sein du territoire centrafricain. Les accords bilatéraux ont été renforcés à l'occasion de la tentative de coup d'État par la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), alliance de groupes armés rebelles centrafricains, à la fin de l'année 2020. Quant au Mozambique, le Rwanda a procédé à un déploiement dans le cadre de la lutte contre le groupe terroriste Al-Shabaab, affilié à l'État islamique (EI), sévissant dans le Cabo Delgado, à l'été 2021. Ces interventions militaires ont été négociées en échange de l'obtention de droits sur les ressources naturelles et les terres dans les deux pays. Signés dans le cadre de traités bilatéraux, des accords permettant le déploiement de troupes

rwandaises ont eu comme contrepartie [l'obtention de ressources](#). Cette politique régionale s'inscrit dans une trajectoire plus large de construction de la puissance rwandaise, qui combine contestation des frontières héritées de la colonisation, quête d'une profondeur stratégique et recherche de nouvelles rentes économiques. En outre, le Rwanda fait face à des enjeux démographiques majeurs qui nécessitent à moyen terme une sécurisation des approvisionnements en ressources, voire la captation de terres permettant de limiter la pression foncière sur son territoire.

Ainsi, Kigali a progressivement redéployé sa stratégie d'insertion régionale autour de la fourniture de services sécuritaires, en échange d'un accès privilégié à des ressources minières et agraires. La RDC constitue, dans cette configuration, à la fois un espace de projection militaire, un réservoir de ressources, un éventuel espace d'installation et un théâtre diplomatique où se jouent les arbitrages des partenaires extérieurs. En effet, dans le cas de la RDC, l'obtention des ressources n'est toutefois pas permise par des accords, mais par un [mécanisme de pillage](#) et d'exploitation informelle, bien [documentée](#) et qui ne profite pas qu'au Rwanda, mais également à l'Ouganda, ainsi qu'à d'autres acteurs nationaux et étrangers, qu'il s'agisse de groupes armés situés dans la région, de forces de sécurité ou, par exemple, [d'exploitants chinois](#). Le centre de gravité du conflit semble dès lors se situer davantage dans ces logiques économiques que dans de réels impératifs sécuritaires, pourtant largement mis en avant dans les discours des belligérants comme dans les cadres d'analyse internationaux. De nombreux travaux ont montré que la prédation des ressources naturelles, des minerais, mais aussi des terres agricoles et des ressources forestières, constitue un facteur majeur de la conflictualité dans la région des Grands Lacs. Ce « modèle extractiviste » permet de saisir la manière dont la présence des armées étrangères, des groupes armés et de certains acteurs étatiques congolais s'articule à des circuits formels et informels d'appropriation des ressources. Toutefois, l'expérience des acteurs locaux souligne que ces logiques économiques ne suffisent pas à rendre compte des violences, qui s'imbriquent dans d'autres types de conflits, des rivalités politiques locales et des clivages historiques entre territoires. Cette superposition, plutôt qu'une causalité unique, est ce que l'article cherche à restituer.

À l'échelle régionale, l'implication de l'Ouganda constitue un autre élément central pour comprendre la configuration actuelle du conflit. La résurgence du M23 à partir de 2021 ne peut être dissociée du rôle joué par l'Ouganda, qui a [servi de base arrière aux premiers contingents du mouvement lors de la reprise des offensives](#). Cette situation a créé d'emblée une ambiguïté. Tandis que des éléments des combattants du M23 transitent par son territoire, Kampala engage en parallèle une coopération militaire formelle avec Kinshasa dans le cadre de [l'opération conjointe Shujaa](#), lancée fin 2021 pour lutter contre le groupe des [ADF à la suite des attentats meurtriers survenus à Kampala](#). Cette dynamique est double : soutien implicite à un acteur qui déstabilise la RDC d'une part, engagement officiel dans la lutte contre un autre groupe armé d'autre part, ce qui confère à l'Ouganda une position stratégique opaque. En effet, cette intervention militaire est couplée à un agenda économique clair, articulé autour de la [reconstruction de plusieurs axes routiers majeurs](#) afin de sécuriser et fluidifier les échanges commerciaux entre l'Est de la RDC et l'Ouganda. Ce volet infrastructurel, régulièrement présenté comme une contribution au développement local, s'inscrit en réalité dans une logique de consolidation de la profondeur stratégique ougandaise et renforce l'intégration économique de la zone frontalière au bénéfice de Kampala.

Au sein des milieux diplomatiques occidentaux présents en RDC, cette configuration nourrit cependant un discours récurrent sur ce qui est perçu comme une « incompétence diplomatique » des autorités congolaises, jugées incapables de négocier fermement et de contrôler la présence militaire ougandaise sur leur territoire. Cette lecture, souvent formulée de manière explicite, est mobilisée pour expliquer l'acceptation par Kinshasa des opérations ougandaises, dont l'ambiguïté apparaît aux observateurs occidentaux de manière évidente. Or, loin de révéler un manque d'expertise congolaise, cette attitude doit être replacée dans la contrainte stratégique qui pèse sur la RDC. Coincé dans un [environnement régional où plusieurs menaces convergent simultanément](#), l'État congolais adopte une posture pragmatique : composer avec un semi-allié encombrant plutôt que d'affronter simultanément deux adversaires dans un contexte où ses marges de manœuvre politique et militaire sont particulièrement réduites. Cette dynamique relève moins d'une faiblesse intrinsèque que d'un arbitrage imposé par l'état sécuritaire qui caractérise l'espace des Grands Lacs.

Au-delà des considérations diplomatiques, l'implication ougandaise s'inscrit dans des intérêts territorialisés construits sur la longue durée. Plusieurs témoignages recueillis sur le terrain indiquent qu'au moment de l'avancée de l'AFC/M23 au nord de Goma, des membres de la communauté Nande ont pris contact avec les autorités ougandaises afin de s'assurer que la progression du mouvement ne dépasserait pas les limites du territoire de Lubero et, en particulier, la ville de Butembo, capitale économique de la région. Dès lors, l'intervention ougandaise ne peut être appréhendée ni uniquement à travers la seule grille sécuritaire du partenariat contre les ADF, ni par l'hypothèse d'une proximité structurelle avec Kigali. Elle renvoie plutôt à la superposition d'intérêts régionaux, nationaux et locaux, qui s'articulent parfois de manière contradictoire. Cette imbrication confère à l'Ouganda un rôle à la fois ambivalent et central dans la dynamique actuelle du conflit, en tant qu'acteur capable d'arbitrer, de contenir ou de laisser se déployer certaines recompositions territoriales dans l'Est de la RDC.

Enfin, dans l'équation sécuritaire complexe des Grands Lacs, le Burundi agit comme une force d'appoint pour la RDC malgré des capacités en équipements militaires de projection politique limitées. D'abord déployées en août 2022 dans le cadre de la Force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est (EACRF), aux côtés de contingents kényans, ougandais et sud-soudanais, les troupes burundaises ont poursuivi leur présence en RDC après le retrait de cette force en 2023, sur la base d'un accord bilatéral distinct conclu avec Kinshasa. Ce cadre bilatéral, renforcé depuis 2022, explique le maintien de la Force de défense nationale du Burundi après la prise de Goma (Nord-Kivu) le 27 janvier 2025 puis de Bukavu (Sud-Kivu) le 14 février, en particulier dans la

région d'Uvira. Cette présence burundaise s'est déployée dans un contexte où d'autres forces étrangères sont intervenues plus directement dans la défense des deux capitales provinciales : la Mission de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) en RDC (SAMIDRC), composée de troupes sud-africaines, malawites et tanzaniennes, a notamment combattu aux côtés des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) lors de la bataille de Goma, [perdant au moins seize soldats](#) avant que son mandat ne soit officiellement clos par la SADC en mars 2025. Cette présence reflète l'isolement diplomatique de la RDC face à ses voisins. En outre, elle s'inscrit dans la logique des intérêts burundais, visant à contenir les effets de débordement liés aux opérations de l'AFC/M23 et à la présence de forces rwandaises dans la région. En effet, le Rwanda est susceptible de soutenir des groupes armés composés de Tutsis, mais ces groupes sont parfois originaires et hostiles au Burundi, à l'image du Red-Tabara (Résistance pour un État de droit au Burundi). [L'intensification des offensives du mouvement rebelle de l'AFC/M23 à partir de décembre 2025 a toutefois fragilisé la présence burundaise](#). Dans ce contexte, le rôle du Burundi apparaît moins comme une garantie de stabilisation durable que comme l'un des ajustements tactiques auxquels Kinshasa recourt pour contenir une conflictualité dont les épicentres échappent à son contrôle.

Ainsi, à l'échelle régionale, le conflit ne concerne pas uniquement l'AFC/M23 et le Rwanda, mais l'ensemble des États voisins de la RDC. Les motifs qui sous-tendent leur présence et leurs actions relèvent moins de différends transfrontaliers ponctuels que d'un modèle extractiviste qui suppose une présence continue et multiforme des pays voisins sur le territoire congolais.

Un conflit peut en cacher un autre

Pour comprendre le conflit dans l'Est de la RDC, il est nécessaire de replacer les logiques nationales dans l'imbrication des échelles du conflit, plutôt que d'opposer les logiques locales et internationales. Les dynamiques conflictuelles s'y déploient de manière superposée, et cette superposition peut être mobilisée stratégiquement afin de brouiller les lectures du conflit et d'en neutraliser la compréhension. Dans ce cadre, [le Rwanda a largement investi le registre de la guerre civile congolaise](#) et de la dissidence interne pour diluer sa propre implication militaire et euphémiser l'occupation de Goma et de Bukavu. Cette stratégie entretient délibérément la confusion quant à l'identité et à la nationalité des acteurs, mais aussi quant aux véritables moteurs de la guerre. Elle alimente ainsi des diagnostics ambigus qui offrent aux belligérants une ressource politique : l'absence de clarification devient un argument permettant de justifier la persistance du *statu quo*. Cette partie propose dès lors d'analyser le conflit comme le produit d'une superposition d'intérêts hétérogènes, portés par des acteurs radicalement différents, mais momentanément convergents dans la conduite de la violence armée.

En effet, l'analyse des motivations rwandaises de soutien au M23 ne peut être dissociée des enjeux politiques internes à la RDC, souvent réduits, dans les discours internationaux, à l'incurie des autorités ou [au récit stigmatisant « d'État failli »](#). La présence du M23 sur le territoire congolais s'inscrit dans un ensemble complexe d'agendas locaux, d'intérêts individuels et de tensions politiques nationales. L'apparition concomitante des avancées militaires du M23 dans l'Est et de la reprise des attaques contre des opposants politiques à Kinshasa n'est pas fortuite : [la création de l'AFC en décembre 2023 et l'arrivée de l'ancien président de la RDC, Joseph Kabila, à Goma en mai 2025](#), sont des illustrations concrètes. Ces événements montrent que les alliances ne se réduisent pas à des convergences d'intérêts stratégiques, mais fonctionnent également comme des instruments permettant aux acteurs de poursuivre leurs objectifs propres, qu'il s'agisse du contrôle de ressources, de l'influence politique ou du positionnement au sein du système national.

Un aspect central des conflits dans l'Est de la RDC est la profonde fracture entre les territoires de l'Est et l'autorité centrale de Kinshasa. Cette division ne se limite pas à une question géographique : elle traduit les représentations dont le pouvoir de Kinshasa est l'objet dans la région. Un habitant du Nord-Kivu qualifie les autorités de Kinshasa en ces termes au cours d'un entretien : « Des Belges à la tête de l'État qui ne comprennent rien de l'Est du pays. ». Les autorités politiques congolaises de l'Ouest sont ainsi souvent perçues comme ignares ou incapables de penser la guerre et les violences qui touchent l'Est du pays. En outre, elles sont systématiquement soupçonnées d'être, non pas fidèles à la RDC, mais à d'autres causes, comme le traduit la référence fréquentes au cours des entretiens aux séjours prolongés, à l'enfance, puis parfois à la vie de jeune adulte, d'un certain nombre d'autorités politiques congolaises en Belgique, avant d'occuper de hautes fonctions en RDC, sans pour autant y avoir résidé ni expérimenté le quotidien du pays. Les populations locales, ainsi que de nombreux acteurs politiques, perçoivent Kinshasa comme éloignée, immobiliste et partielle, ce qui nourrit un sentiment de marginalisation et de frustration. En ce sens, la division Est-Ouest constitue non seulement une variable qui déploie son ombre portée sur l'ensemble des conflits de la région, mais constitue également un levier stratégique exploité par le Rwanda pour justifier l'autonomie de l'AFC/M23 et de ses activités.

En effet, l'AFC/M23 a progressivement recruté des combattants congolais au fur et à mesure de son avancée territoriale et de l'occupation des capitales provinciales. Ces recrutements répondent à des logiques multiples, comme la survie, les opportunités économiques, le ressentiment vis-à-vis d'un État perçu comme incapable de protéger les populations, ou encore l'opportunisme politique. Il est important de noter que des éléments associés à l'AFC/M23 avaient déjà infiltré certaines villes avant même la prise de contrôle officielle, notamment Goma. Ces infiltrations visaient à recruter certains fonctionnaires congolais de niveau intermédiaire ou élevé, dans le but d'assurer la présence de relais favorables au moment de l'arrivée des forces rwandaises et de l'AFC/M23 dans la ville. Une fois la ville prise, le groupe, en coordination avec le Rwanda, a procédé au remplacement de plusieurs postes administratifs et de dirigeants par des sympathisants de la cause, rwandophones ou non, consolidant ainsi un contrôle administratif direct et un alignement politique local.

Par ailleurs, de nombreux cas d'enlèvements de jeunes hommes à Goma par l'AFC/M23 indiquent que des **recrutements ont lieu sous la contrainte**, mêlant volontariat et coercition. Un enquêté décrit au cours d'un échange en février 2025 une scène à laquelle il a assisté : « Cet après-midi, ils sont arrivés dans une Jeep dans mon avenue... Ils ont demandé aux jeunes [...] de monter, la méthode de recrutement forcé maintenant bien connue. Trois jeunes sont montés, après l'un aurait voulu s'échapper... Il a été abattu sur le coup. ». Ces dynamiques renforcent la semi-autonomie de l'AFC/M23 : le groupe se présente comme partiellement indépendant de Kigali, ce qui contribue à sa légitimation locale et à sa résilience opérationnelle. Cette intégration du groupe au paysage local s'inscrit dans la continuité des dynamiques observées au sein d'autres groupes armés, dont l'enracinement social et territorial a progressivement consolidé leur rôle politique et économique dans l'Est de la RDC. Cependant, cette autonomie relative ne doit pas masquer le rôle central du Rwanda. **La direction stratégique, le financement et les objectifs politiques définis par Kigali restent déterminants**, et la capacité de l'AFC/M23 à agir de manière autonome est limitée par sa dépendance à ces ressources et à ces orientations. Cette superposition des influences étrangères et locales favorise une absence de lisibilité pour la communauté internationale de la situation, mais favorise également la survalorisation de la thématique de l'État failli pour justifier la continuation de la guerre. Pour autant, cette dimension du conflit demeure insuffisante pour expliquer l'occupation des villes de Goma, de Bukavu et d'une partie non négligeable de leur province.

L'ensemble de ces éléments invite à considérer le conflit lié à l'AFC/M23 comme le produit d'une superposition de logiques hétérogènes, dont aucune ne peut être isolée sans appauvrir l'analyse. Cette configuration ne relève ni d'une simple rivalité interétatique ni d'une guerre civile autonome, mais d'un espace de violence structuré par l'imbrication d'intérêts différenciés. Leur coexistence contribue à la durabilité du conflit et à sa faible lisibilité.

Perspectives locales sur le conflit : un regard périphérique depuis Beni sur l'importance de l'infiniment petit

Un aspect essentiel du conflit semble rendre plus ardue sa compréhension ; les discours stratégiques et techniques sur la recomposition des rapports de force à l'échelle de la région des Grands Lacs tendent à occulter les conséquences et les facteurs locaux pouvant influencer la suite du conflit impliquant l'AFC/M23. En effet, les régions du Nord et du Sud-Kivu font figure de territoires où se produit un véritable « **enchevêtrement des crises** » et où un conflit peut réorganiser des rapports de force, modifier des relations entre acteurs et avoir des ramifications insoupçonnées.

Par exemple, dans le cas du Nord-Kivu, les conséquences locales du conflit se sont manifestées de manière particulièrement aiguë dans la ville de Beni à la suite de la prise de Goma par l'AFC/M23. De nombreux officiels, militaires et habitants de Goma ont fui la ville et se sont repliés vers Beni, qui est alors devenue la **nouvelle capitale administrative de la province**. Ce déplacement forcé a entraîné une réorganisation autour de la ville, marquée par des dynamiques de compétition entre acteurs administratifs et politiques. Les personnels administratifs arrivés depuis Goma se sont parfois retrouvés en situation de doublon avec des autorités et des administrateurs de Beni-ville. Ces tensions se sont également articulées à la question sensible de la répartition des finances, alors même que l'équilibre institutionnel local se voyait redéfini momentanément. Le nouveau statut de la localité mène également à la réorganisation du dispositif des ONG internationales dans la région et à des visites de délégations étrangères. En effet, alors que la ville de Beni est considérée depuis plus de dix ans comme une localité située en zone de guerre et hostile à la présence internationale, ces acteurs ont réinvesti la distribution de l'aide dans cette partie du Nord-Kivu, ce qui a contribué à modifier les circuits habituels de présence internationale dans la province.

Parallèlement, un afflux important de personnes déplacées depuis Goma a transformé le fonctionnement de la ville. Ces arrivées n'ont toutefois pas été sans tensions, et les personnes arrivées de Goma ont parfois fait l'objet d'une stigmatisation marquée. Certaines ont été prises en charge par l'Agence nationale du renseignement alors même qu'elles étaient victimes de l'AFC/M23 dans un climat de suspicion généralisée lié à la crainte de « l'infiltration » par des éléments associés au Rwanda ou à l'AFC/M23. À cette suspicion sécuritaire se superposent des jugements moraux concernant les mœurs, notamment en matière de prostitution. L'arrivée de militaires et de leurs familles a également accentué les discours portant sur l'insécurité locale. De nombreux militaires et policiers, ainsi que leurs proches, ont fui Goma à l'approche de l'AFC/M23 et des forces rwandaises, abandonnant parfois armes et uniformes. Leur présence à Beni, **dans des conditions de vie précaires (certains vivant dans le cimetière de la ville)**, a notamment participé à recomposer l'espace public, notamment dans le centre-ville, celui-ci étant habituellement peu marqué visuellement par la présence de déplacés de guerre.

L'attention portée à l'AFC/M23 comme crise prioritaire a eu des conséquences locales spécifiques, surtout dans un contexte de multiplication des crises. **Beni est également touché depuis 2012** par la montée en puissance et les massacres des Forces démocratiques alliées (ADF), groupe armé d'origine ougandaise et affilié à l'État islamique. De nombreuses victimes se sont déplacées au cours du temps vers la ville et ses environs, souvent sans bénéficier d'une prise en charge adéquate malgré la perte de leurs moyens de subsistance et les traumatismes subis. Au contraire, moins d'un an après l'arrivée des Gomatraciens à Beni, des dispositifs humanitaires spécifiquement destinés aux personnes déplacées à la suite de la prise de Goma étaient déjà opérationnels ou en cours de déploiement. L'élaboration de ces politiques d'aide, tout comme les consultations associées, s'est toutefois concentrée presque exclusivement sur les déplacés de l'AFC/M23. Ce cadrage a eu pour effet de reléguer les victimes des ADF, parfois même en les construisant discursivement comme de potentiels « obstacles à la paix », dans un contexte où leur présence était perçue comme perturbatrice des dispositifs humanitaires et sécuritaires en cours. Cette dissymétrie dans les réponses apportées révèle la visibilité très inégale accordée aux différentes menaces sécuritaires, ainsi que la manière dont les

Ainsi, une critique structurée de la mise en récit du conflit à l'international a émergé dans la région. Un habitant de Goma résume cette frustration en expliquant un assassinat dont il a été spectateur : « Juste un cas isolé qui sera cité, voire passé sous l'ombre des massacres de masse et le désaccord Zelensky-JDV (James David Vance). Pourtant, c'est ce que nous vivons tous les jours... Son cadavre est juste à côté, devant la boutique où j'achète mes provisions. » Ici apparaît d'abord un mécanisme souvent souligné lors des entretiens : les morts ne trouveront leur place dans aucun récit médiatique ou politique international, noyées derrière des enjeux jugés plus stratégiques et notamment derrière les « chiffres » permettant d'objectiver un conflit perçu comme lointain et difficilement lisible. Ensuite, on observe une frustration face à la hiérarchisation des crises à l'échelle globale : la RDC n'apparaît que comme un arrière-plan dans le baromètre des priorités internationales, derrière d'autres conflits considérés comme plus « médiatiques » ou politiquement sensibles. Enfin, elle illustre la profonde dissonance entre expérience vécue et représentation globale du conflit : la proximité de la mort et sa mise en récit par les Congolais sont souvent absentes des analyses internationales, qui traitent le conflit comme un problème abstrait de stabilité régionale ou de gouvernance. Ainsi, cette citation ne se limite pas à un simple témoignage de terrain : elle met en lumière les apports des perceptions et des expériences des populations locales à la compréhension du conflit. La dissonance entre expérience et analyse révèle un biais qui tend à privilégier les événements stratégiquement lisibles au détriment des violences ordinaires et quotidiennes, pourtant constitutives de la conflictualité congolaise.

* *

Crédits photo : MONUSCO Photos

Amélie Faltot

Comment citer cette publication

Amélie Faltot, « Logiques locales, agendas nationaux et manœuvres régionales : déconstruire le conflit du M23 en République démocratique du Congo », *Le Rubicon*, vol. 6, 16 septembre 2026 [<https://lerubicon.org/logiques-locales-agendas-nationaux-et-manoevres-regionales-deconstruire-le-conflit-du-m23-en-republique-democratique-du-congo/>].